

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
4 octobre 2012  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 2 octobre 2012, adressée au Secrétaire  
général par la Représentante permanente du Timor-Leste  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 20 septembre 2012 que vous a adressée M. Kay Rala Xanana Gusmão, Premier Ministre de la République démocratique du Timor-Leste. L'original a été envoyé par l'intermédiaire du Bureau du Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour le Timor-Leste et Chef de la mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente  
(Signé) Sofia **Borges**



**Annexe à la lettre datée du 2 octobre 2012 adressée  
au Secrétaire général par la Représentante permanente  
du Timor-Leste auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Par sa résolution 2037 (2012) datée du 23 février 2012, le Conseil de sécurité vous a prié de lui présenter un rapport dans un délai de 60 jours après la formation du nouveau Gouvernement.

Ce rapport doit contenir une évaluation de la situation politique et des conditions de sécurité, ainsi que des recommandations relatives à l'achèvement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) et au transfert des responsabilités au Gouvernement timorais.

Le Gouvernement timorais, en consultation avec la MINUT et les autres parties prenantes, est chargé de se prononcer sur la nature, les activités et le rôle des Nations Unies après le retrait de la MINUT.

Nous souhaitons avant tout remercier chaleureusement l'Organisation des Nations Unies pour l'appui sans faille apporté au Timor-Leste et sa solidarité depuis la consultation populaire qui a eu lieu en 1999.

C'est grâce à l'aide de diverses missions des Nations Unies envoyées dans le pays que nous avons pu établir les bases nécessaires au développement national, qui a commencé par la mise en place de l'administration de notre nouveau pays indépendant.

Notre statut de pays jeune sortant d'un conflit et confronté aux difficultés que vous connaissez a justifié la mise sur pied de plusieurs missions des Nations Unies, tant pour soutenir le processus d'édification de l'État que pour garantir la paix et la stabilité nationales.

Nous nous devons par conséquent d'appeler l'attention sur le rôle joué par la MINUT dans le rétablissement de la sécurité intérieure et sur l'appui qu'elle a fourni à l'État timorais pour l'aider à consolider la démocratie, améliorer le dialogue politique et mettre au point des mesures de promotion de la tolérance.

Dans ces conditions, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat initial de la MINUT jusqu'en décembre 2012, compte tenu des élections présidentielles et parlementaires prévues cette année.

Dans le cadre des préparatifs de retrait de la MINUT, un comité de haut niveau, composé de représentants du Timor-Leste et de la Mission, a été créé en février 2011 afin d'élaborer un plan commun de transition, de veiller à la mise en œuvre des activités de la MINUT et d'en assurer le suivi jusqu'au bout, et notamment de procéder au transfert de responsabilités.

Nous sommes heureux de conclure que les hypothèses qui sous-tendaient le plan commun de transition, approuvé par chacune des parties le 19 septembre 2011, se sont vérifiées :

- La stabilité s'est généralisée;
- Les élections générales se sont déroulées dans le respect des normes internationales;
- Le Gouvernement a été créé sur la base du résultat des élections;

- L'opposition politique peut s'exprimer, conformément aux principes démocratiques.

Par ailleurs, des progrès notables ont été réalisés dans les principaux domaines recensés par la MINUT pour le processus de transition, ce qui nous donne à penser que, dans l'ensemble, la situation politique et sociale dans le pays est stable et que nous sommes désormais en mesure de jouer un rôle de premier plan dans le développement national, notamment de consolider notre démocratie dans le respect de l'état de droit et d'assurer la mise en œuvre de notre Plan de développement stratégique portant sur la période 2011-2030.

Les activités de la MINUT ont concerné les domaines suivants.

### **Police et sécurité**

Des progrès ont été réalisés dans cinq grands domaines à l'appui de la Police nationale du Timor-Leste – renforcement des capacités institutionnelles; mise en place d'un cadre juridique et réglementaire; gestion; discipline et mise en jeu de la responsabilité; et soutien opérationnel – de sorte que celle-ci est désormais une institution plus professionnelle dotée de capacités renforcées. Grâce à ces progrès, la Police des Nations Unies a transféré ses responsabilités à la Police nationale dans l'ensemble des districts le 27 mars 2011. À ce jour, aucune atteinte à la sécurité n'a été signalée dans le pays.

En ce qui concerne le secteur de la sécurité, des progrès ont également été réalisés dans les trois domaines d'appui : élaboration de politiques, de plans et d'un cadre juridique; mise au point de règles et règlements; et supervision et formation. Les réformes des secteurs de la défense et de la sécurité, qui ont bénéficié de l'appui non négligeable de la MINUT, sont mises en œuvre avec succès et donnent des résultats effectifs et mesurables, notamment grâce à l'application de plans stratégiques dans chaque secteur et à la création de nouveaux organes et entités qui contribuent au renforcement institutionnel.

### **État de droit, justice et droits de l'homme**

La MINUT a également joué un rôle important dans ce domaine, en établissant des programmes d'assistance technique qui ont permis, grâce à des formations spécialisées, d'améliorer la façon dont le ministère public, les tribunaux et les autres entités intéressées fonctionnent. Le fonctionnement de nos institutions judiciaires s'en est trouvé considérablement amélioré.

L'appui fourni par la MINUT aux Timorais a permis de sensibiliser l'ensemble de la population à des questions particulières telles que la violence domestique, la justice pour mineurs et la problématique hommes-femmes. La Mission a également organisé des campagnes d'information sur la législation adoptée et les notions correspondantes, qui ont donné de bons résultats sur tous les plans.

Le Bureau du Médiateur pour les droits de l'homme et la justice et le Comité national pour les enfants et la société civile ont été les principaux bénéficiaires de cet appui précieux.

Par ailleurs, la MINUT a consacré beaucoup de temps à l'organisation de forums de discussion sur la justice avec la société civile, et notamment aux activités menées par le groupe chargé de la priorité nationale que constitue la justice.

Combinés avec le mécanisme de contrôle et de suivi de la situation des droits de l'homme dans le pays, s'agissant en particulier des groupes vulnérables, ces efforts ont eu des effets positifs sur le secteur de la justice timorais.

### **Gouvernance démocratique**

La MINUT a joué un rôle particulièrement important dans l'édification de l'État, domaine essentiel.

Nous tenons à mettre l'accent sur l'appui important fourni lors des deux récentes élections et à l'occasion de celles organisées il y a deux ans concernant les dirigeants locaux. La MINUT a alors fourni des conseils techniques et un appui logistique et organisé un programme d'éducation des électeurs ainsi que des campagnes encourageant les femmes à participer à la vie politique. Elle s'est efforcée de renforcer la capacité des institutions concernées et leur a permis d'acquérir une expérience inestimable et de devenir autonomes.

En vue de renforcer les capacités de l'État timorais en matière de mise en jeu de la responsabilité, de transparence et de lutte contre la corruption, la MINUT a fourni une assistance technique remarquable à la Commission de lutte contre la corruption, qui est désormais à même de s'acquitter des fonctions que lui a confiées l'État timorais. La MINUT a également contribué à la création de la Chambre des comptes et d'associations professionnelles pour les comptables et les ingénieurs qui joueront un rôle essentiel dans l'édification de l'État. Le renforcement des capacités a également été très profitable à la société civile, qui peut désormais contrôler les dépenses inscrites au budget de l'État avec compétence et professionnalisme.

La MINUT a contribué à la création du Conseil consultatif pour la société civile, ce qui montre l'étendue de ses activités. Elle a par ailleurs aidé à établir un mécanisme de coordination entre le Gouvernement et la société civile dans le domaine de l'éducation civique, qui donne de bons résultats.

La MINUT a également organisé des forums de gouvernance démocratique à l'échelon national et au niveau des districts. Elle a aussi fourni un précieux appui aux organisations de la société civile et aux dirigeants politiques et fonctionnaires locaux en leur permettant d'assumer davantage de responsabilités et notamment d'améliorer la collecte des données et l'établissement de rapports sur les activités de l'administration.

### **Développement social et économique**

Dans le cadre de son vaste mandat, la MINUT a également contribué au développement durable en réalisant des examens et en donnant des conseils de qualité, nous permettant de mieux nous acquitter nous-mêmes de nos responsabilités en la matière.

La MINUT a aidé le secrétariat chargé des objectifs du Millénaire pour le développement et soutenu le programme de priorités nationales établi par le Gouvernement, permettant à ce dernier de mettre en œuvre le Plan de développement stratégique portant sur la période 2011-2030.

Vous avez eu l'occasion de constater par vous-même les progrès accomplis lors de votre visite au Timor-Leste en août. Ceux réalisés dans les domaines de l'éducation, de la santé, du développement économique, de la culture, du

renforcement des capacités institutionnelles, de l'amélioration de la gestion financière et de l'administration publique ainsi qu'en matière de mise en jeu de la responsabilité et de lutte contre la corruption témoignent de la consolidation de notre nation.

La MINUT a également fourni une assistance technique dans les domaines de la planification, des questions relatives à la problématique hommes-femmes et de l'égalité des chances, du développement du secteur privé et de la politique macroéconomique, entre autres, contribuant ainsi à améliorer la planification, comme le montre le programme du Gouvernement, qui s'inscrit dans le droit fil du Plan de développement stratégique portant sur la période 2011-2030.

En outre, les réformes des secteurs de la défense et de la sécurité montrent qu'au cours des 10 dernières années, nous avons tiré les enseignements des erreurs du passé. Nous mettons désormais notre volonté, notre détermination et notre enthousiasme, en tant que peuple, au service d'une nation pacifique, tolérante et développée.

Compte tenu de ce qui précède et à la suite des consultations étendues que le Président de la République a menées avec l'opposition, le Parlement national, l'église et la société civile, je réitère la position du Timor-Leste exprimée lors de votre récente visite.

Nous pensons que l'aide fournie par l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire d'une mission politique ou de maintien de la paix, ne sera plus nécessaire après 2012 et que, par conséquent, le Conseil de sécurité n'aura plus à examiner les affaires du Timor-Leste.

Cela étant, l'Organisation restera un partenaire important dans le cadre de la nouvelle phase de développement de notre nation. Compte tenu des progrès que nous avons réalisés et conformément aux principes énoncés dans le New Deal par le Groupe G7+, auxquels vous avez pleinement souscrit, le Timor-Leste souhaiterait établir avec l'Organisation une relation de coopération sans précédent. Il serait possible dans ce cadre d'envisager de nommer pour deux ans un envoyé spécial du Secrétaire général chargé du développement et du renforcement institutionnel, qui établirait un lien direct avec vous.

Le nouveau Gouvernement a également créé un groupe de travail chargé d'entamer des discussions avec l'Organisation sur des questions évoquées dans le Plan commun de transition pour après 2012. Pour élaborer les programmes à appliquer dans le cadre du processus budgétaire de la nation après 2012, le Gouvernement aura principalement recours à un cadre de planification servant à l'évaluation des activités menées. Il en résultera un programme de développement mieux coordonné, harmonisé et renforcé visant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à la mise en œuvre du programme gouvernemental quinquennal et du Plan de développement stratégique portant sur la période 2011-2030.

Je saisis cette occasion pour remercier encore une fois encore l'Organisation des efforts qu'elle a déployés pour contribuer à instaurer la paix et promouvoir le développement durable dans notre nation.

Le Premier Ministre de la République  
démocratique du Timor-Leste  
(*Signé*) Kay Rala Xanana **Gusmão**

---